



REFERENCE

Déclarations et Discours

N° 75/4

LIBRARY DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTERIEURES

APR 29 1975

REVUE DE L'ÉCONOMIE DU CANADA EN 1974 ET PERSPECTIVES DE 1975

Déclaration du ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Alastair Gillespie, Ottawa, 27 décembre 1974.

Conjoncture économique canadienne en 1974

Points saillants

Le Canada est l'un des rares pays industrialisés où la production et l'emploi ont progressé sensiblement en 1974. Au Canada, le produit national brut s'est accru d'environ 4 p. 100 en termes réels contre un taux de croissance nul dans l'ensemble des pays de l'OCDE et un déclin de la production aux États-Unis. L'emploi a augmenté lui aussi d'environ 4 p. 100.

En termes de dollars, le Produit national brut a atteint près de 140 milliards de dollars, soit une hausse de plus de 17 p. 100. Cette augmentation découle en grande partie des taux d'inflation élevés qui frappent actuellement le monde industrialisé. Bien qu'au Canada le taux d'inflation soit quelque peu inférieur au taux moyen des autres pays industrialisés, il dépasse encore de beaucoup celui de 1973.

L'accroissement de la production découle surtout de l'intensification de l'activité industrielle qu'a connue le Canada au début de l'année. Au cours des derniers mois, le rythme ascensionnel de l'activité économique a ralenti en raison du climat économique international.

Ce ralentissement fait suite à plus de trois années pendant lesquelles le Canada a atteint des taux de croissance supérieure à la moyenne et au cours desquelles l'économie canadienne a fonctionné presque à pleine capacité.

Marchés de la main-d'oeuvre

La conjoncture économique favorable a fermement soutenu le marché du travail en 1974. Le niveau de l'emploi a de nouveau grimpé plus rapidement qu'au cours de la plupart des années d'après-guerre. On a offert à peu près 350,000 nouveaux emplois, soit une hausse d'environ 4 p. 100 par rapport à 1973.

En dépit de l'augmentation des emplois et d'un taux de vacance élevé, le taux de chômage s'est maintenu à environ 5½ p. 100 de la population active, soit un taux presque identique à celui de 1973. L'effectif de la main-d'oeuvre a continué de s'accroître à un rythme exceptionnellement élevé.

Principales
influences de la
demande nationale

Le rendement supérieur de la croissance économique canadienne résulte surtout de la vigueur soutenue de la demande intérieure. La hausse de l'ordre de 21 p. 100 des immobilisations et en particulier l'accroissement de 38 p. 100 des investissements des entreprises de fabrication, destinés surtout à l'agrandissement de leurs installations pour éviter les pénuries, ont considérablement stimulé la demande.

La construction résidentielle a été très active pendant la première moitié de 1974 mais elle a baissé perceptiblement vers la fin de l'année en raison des taux d'intérêt sensiblement plus élevés et de la réduction du crédit hypothécaire disponible dans le secteur privé.

Les dépenses à la consommation ont poursuivi leur montée, en partie grâce à l'élévation continue du revenu disponible réel par personne. Des augmentations considérables de prix, surtout au chapitre de l'alimentation, ont eu pour effet de freiner la hausse des dépenses à la consommation en termes réels.

Mais contrairement à la situation qui prévaut aux États-Unis, le volume des ventes canadiennes de véhicules automobiles n'a régressé que légèrement par rapport au niveau record établi en 1973. Les Canadiens ont également accru leurs dépenses par rapport à l'année précédente en ce qui a trait aux biens non durables et aux services. La demande d'habitations en milieu urbain demeure élevée en dépit de l'activité sans précédent du bâtiment au cours des trois dernières années.

Les dépenses gouvernementales ont continué d'exercer une forte influence stabilisatrice. Tandis qu'elles augmentaient de façon assez prononcée en termes de dollars, les dépenses publiques de biens et services ont légèrement fléchi proportionnellement au Produit national brut.

Influences
internationales

Le contexte international où évolue l'économie canadienne a connu des incertitudes croissantes en 1974. Face au bouleversement de l'offre et des prix du pétrole, les principaux pays d'outre-mer comptent sur les importations de pétrole pour satisfaire leurs besoins en ressources énergétiques ont subi des déficits commerciaux qui ont atteint une ampleur inégalée. Ils se trouvent en outre aux prises avec le problème de l'inflation qui s'est rapidement répandue à l'échelle mondiale en 1974. Les efforts concertés des principaux pays industrialisés pour juguler l'inflation et contenir le déficit de leur balance commerciale ont entraîné une diminution sensible de la croissance économique ainsi que de la demande de produits canadiens.

Le fléchissement de la production industrielle aux États-Unis a, de toute évidence, préoccupé tout spécialement le Canada. La faiblesse exceptionnelle des ventes d'automobiles et de la construction résidentielle se reflète particulièrement sur les industries canadiennes de l'automobile et du bois de sciage.

Néanmoins, les marchés mondiaux des produits miniers, des denrées alimentaires et des biens d'équipement sont demeurés actifs tout au long de l'année.

Commerce extérieur

En termes de dollars, les exportations canadiennes ont atteint 32 milliards en 1974, soit 28 p. 100 de plus qu'en 1973 et une augmentation encore plus importante, en pourcentage, que le record obtenu l'année précédente. Cet accroissement provenait en grande partie des augmentations de prix d'un grand nombre de produits exportés, comme le blé et les autres grains, le pétrole, les pâtes de papier, le cuivre et le zinc. Cependant, le volume total des exportations canadiennes a diminué quelque peu par rapport à celui de 1973.

Les exportations vers les États-Unis, principal partenaire commercial de notre pays, ont augmenté de près de 25 p. 100 soit à peu près le même pourcentage qu'en 1973. Encore là, l'augmentation traduit seulement la hausse des prix; en volume, les exportations vers les États-Unis ont diminué, phénomène qui n'est survenu que rarement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le déclin dans ce secteur clé reflète clairement la récession que connaît actuellement l'économie des États-Unis et surtout la faiblesse du marché de l'automobile et de la construction dans ce pays.

Les importations de produits canadiens par les pays d'outre-mer ont progressé plus rapidement que celles des États-Unis; néanmoins, le ralentissement de l'économie des principaux pays industrialisés a entraîné une faible augmentation réelle, s'il en est, du volume des exportations. Les ventes aux pays de l'Amérique latine se sont le plus accrues en termes de pourcentage; viennent ensuite, en termes de valeur des exportations, les pays de la Communauté économique européenne, du Japon et les pays du Commonwealth autres que la Grande-Bretagne. Les exportations canadiennes vers ce pays ont progressé à un rythme plus lent que dans nos autres marchés importants.

Certains produits ont grandement contribué à l'accroissement de la valeur des exportations au cours de l'année, notamment le blé, le cuivre, le pétrole brut, le gaz naturel, la pâte de bois, le papier journal, les engrais, les produits du charbon et du pétrole et l'aluminium. Le volume des exportations a augmenté dans certains secteurs tels que celui de la pâte de bois, mais surtout ceux des machines et de l'outillage.

La croissance économique continue du Canada, bien qu'elle se soit modérée, a entraîné une demande élevée de produits importés. La valeur des importations a progressé d'environ un tiers en 1974 pour atteindre 31 milliards de dollars, reflétant ainsi une hausse modérée des prix et du volume des importations. La valeur des produits importés des pays producteurs de pétrole a augmenté considérablement parce que les prix du pétrole ont triplé en 1973.

De l'augmentation plus rapide des importations que des exportations a découlé une diminution de l'excédent de la balance commerciale en 1974; celui-ci s'élève à plus de 1 milliard de dollars comparativement à plus de 2 milliards l'année précédente. Étant donné l'affaiblissement de l'excédent commercial et un faible accroissement du déficit des transactions invisibles, le déficit du compte courant envers les autres pays s'est amplifié cette année jusqu'à près de 2 milliards de dollars en comparaison d'un demi-milliard l'année précédente. Le déficit est modeste cependant comparativement à celui de la plupart des pays de l'OCDE pour 1974.

Orientations de l'industrie

Malgré que la courbe de l'activité économique ait commencé à plafonner après les premiers mois de 1974, la production des biens et services a dépassé celle de l'année précédente. Le volume de la production industrielle a dépassé de 3 à 4 p. 100 celui de 1973. Ce gain représente cependant une régression par rapport à l'augmentation annuelle de 8 p. 100 affichée au cours des deux années précédentes. Les pertes importantes de production dues aux conflits ouvriers dans l'industrie ont contribué beaucoup au ralentissement de l'expansion.

Au début de l'année, les industries fonctionnaient presque à pleine capacité. Cependant, des signes d'un affaiblissement accru ont été observés dans plusieurs grands secteurs industriels à mesure que l'année avançait; à la fin de l'automne, les mises à pied et les heures de travail réduites devenaient plus apparentes qu'au cours des deux ou trois dernières années.

Les industries de matériel de transport n'ont guère dérogé du haut taux d'activité atteint en 1973. La production de véhicules motorisés a été légèrement inférieure à celle de l'an dernier qui avait été de 1.6 million d'unités. La production de voitures pour le tourisme a quelque peu fléchi durant l'année, mais les véhicules commerciaux ont connu en revanche un essor considérable. On a connu aussi une hausse de production dans les secteurs du matériel ferroviaire roulant et de la construction navale.

L'élan soutenu des investissements dans les entreprises comme a renforcé l'activité des industries canadiennes de machinerie et d'équipement industriel et électrique. Ces secteurs ont forté

progressé en 1974 et continuaient d'afficher de hauts niveaux d'activité vers la fin de l'année.

La production d'acier primaire a encore augmenté grâce à la très forte demande qu'exercent sur ce métal les marchés intérieurs et internationaux; elle a atteint cette année un chiffre sans précédent, à savoir près de 15 millions de tonnes. La production d'aluminium affiche également un gain important par rapport aux niveaux de 1973.

Dans le secteur des biens non durables, les produits chimiques, le cuir, les engrais et les dérivés du pétrole et du charbon ont bien progressé.

Les industries primaires et de transformation des richesses naturelles ont révélé des tendances diverses l'année dernière. En général, les usines de pâtes et papiers ont continué à bénéficier d'une forte demande et l'industrie a fonctionné à un taux de capacité plus élevé par rapport à 1973. D'autre part, un ralentissement de la demande et une chute des prix se sont manifestés pour le bois de sciage et le contreplaqué. Les industries d'extraction et de transformation des métaux (autres que l'acier et l'aluminium), où la demande était soumise à de fortes pressions l'an dernier, ont également connu un déclin des commandes et une baisse des prix, par suite du ralentissement économique qui se fait sentir dans plusieurs grands pays industrialisés.

Perspectives économiques pour 1975

De toute évidence, l'expansion économique au Canada a perdu une partie de son élan depuis quelques mois, après avoir connu une longue période de progrès rapides. Simultanément, une élasticité considérable de la demande se manifeste nettement dans des secteurs importants du marché intérieur. Ces secteurs pourraient, semble-t-il, soutenir l'expansion continue et réelle de l'économie en 1975, mais à un rythme un peu plus lent qu'en 1974. Tout comme pendant l'année écoulée, l'activité économique au Canada dépassera vraisemblablement celle de nos principaux partenaires commerciaux.

Facteurs internationaux

La principale menace à l'accroissement de la production et de l'emploi au Canada en 1975 provient de l'étranger. Peu importe ce que pourraient faire les gouvernements canadiens pour stimuler la demande intérieure, le Canada, qui compte dans une grande mesure sur les ventes aux marchés mondiaux, ne peut se soustraire entièrement aux effets d'une récession internationale.

D'après les prévisions actuelles, la reprise générale de la crois-

sance économique des principaux partenaires commerciaux du Canada ne surviendra pas avant quelques mois. Toute impulsion étrangère sur l'économie canadienne se fera donc attendre d'autant.

Le ralentissement des pays industrialisés laisse prévoir des pressées ascensionnelles moins fortes sur les prix mondiaux pour la prochaine. Les autres facteurs militant en faveur d'un modeste lentissement de l'inflation sont: l'élimination apparente des pénuries pour la plupart des matériaux, la probabilité de meilleures récoltes et la possibilité d'une productivité accrue lorsque l'expansion économique mondiale reprendra. Ces facteurs, qui renforcent la baisse de prix déjà enregistrée pour certains produits industriels, et un relâchement appréciable de la tendance à la hausse des secteurs énergétique et alimentaire, laissent prévoir que les prix augmenteront moins en 1975. Cependant, on s'attend que les pressions inflationnistes sur les coûts se maintiendront et que le taux d'inflation demeurera élevé par rapport à la moyenne habituelle.

Facteurs de demande intérieure

Comme en 1974, les investissements des entreprises constitueront en 1975 l'élément le plus vigoureux de la demande intérieure canadienne. Des indicateurs clés des investissements projetés des entreprises de même que le volume important des travaux déjà entrepris, laissent croire que se poursuivront en 1975 les fortes tendances aux dépenses d'immobilisation et ce, malgré les incertitudes accrues en ce qui a trait aux coûts et aux risques du marché.

Une enquête menée en octobre par le ministère de l'Industrie et du Commerce auprès de 220 grandes sociétés, représentant une portion substantielle de l'industrie canadienne, indique une progression appréciable des dépenses de capital. Ces grandes sociétés projettent d'augmenter de 30 p. 100 en 1975 les déboursés prévus pour la construction, les machines et l'équipement nouveaux, ce qui représente une avance quantitative quelque peu supérieure aux prévisions de 1974. Tous les secteurs industriels, à l'exception des pipelines de pétrole et de gaz naturel, indiquent une révision à la hausse des investissements projetés par rapport à ce qui avait été mentionné dans une enquête semblable menée un peu plus tôt cette année. Les accroissements des investissements projetés les plus remarquables se situent dans les secteurs de la fabrication, du pétrole et du gaz, de même que de l'électricité. Il semble qu'assez peu d'entreprises ont permis à l'évolution récente de la conjoncture économique, au Canada et à l'étranger, d'exercer une influence négative sur les investissements qu'elles projettent. Leurs dirigeants sont généralement d'avis que les présents facteurs défavorables n'ont pour la plupart qu'une portée à court terme.

Cette nouvelle expansion de l'investissement des entreprises

que l'amélioration du pouvoir d'achat des Canadiens, grâce aux abattements d'impôt et à l'augmentation des paiements de transfert, stimuleront l'économie de façon appréciable en 1975. L'application de taux d'intérêt plus bas et d'un certain nombre de mesures destinées à stimuler davantage la construction de nouvelles maisons devrait permettre au bâtiment de se remettre quelque peu du ralentissement qu'il a connu au cours des derniers mois de 1974. Ensemble, ces facteurs maintiendront les dépenses individuelles et encourageront une nouvelle augmentation de la production réelle en 1975.

Commerce extérieur

Les perspectives du commerce extérieur du Canada pour 1975 sont encore assombries par l'absence temporaire de croissance économique chez nos principaux partenaires commerciaux, notamment les États-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne. On peut prévoir qu'il y aura une modeste reprise économique, au cours de l'année prochaine, sur la plupart de ces marchés, en supposant qu'advienne un relâchement des politiques de restrictions. Au début, il est probable que l'activité économique à l'étranger sera lente et qu'elle n'entraînera, en termes de volume, qu'un accroissement limité de la demande de produits canadiens d'exportation en 1975.

En termes de dollars, on peut s'attendre à une nouvelle et importante augmentation de la valeur des exportations, malgré la diminution des prix pour certaines matières premières exportées par le Canada. Il y a lieu de croire que la valeur des exportations en 1975 augmentera par un peu plus de la moitié de ce qui a été obtenu en 1974.

En revanche, la vigueur de l'économie canadienne en 1975 devrait contribuer à maintenir une forte demande à l'importation. Cette tendance sera probablement renforcée par l'ambitieux programme d'investissement déjà en cours, car plusieurs des biens d'équipement seront importés.

L'absence d'une augmentation importante sur les marchés d'exportation et la fermeté persistante des importations tendront probablement à détériorer davantage la balance commerciale canadienne des produits, laquelle passera peut-être d'un surplus modéré de près de 1 milliard de dollars en 1974 à un équilibre presque complet l'an prochain.

Le défi politique

Au cours de l'année écoulée, la structure internationale, financière et économique a dû soutenir de graves problèmes créés par l'inflation, la fluctuation des taux de change et de sérieux déséquilibres commerciaux à cause des prix du pétrole. Le défi se poursuivra en 1975 et par la suite. Cette tension, accompagnée des dettes internationales grandissantes, peut tenter certains pays d'effacer leurs

déficits aux dépens des autres. Succomber à cette tentation serait se montrer défaitiste et ne ferait qu'empirer la situation économique mondiale.

Le Canada, pour sa part, continue d'insister sur la libéralisation et l'élargissement du commerce international. La situation actuelle exige que l'on continue patiemment à établir des ponts entre les nations plutôt que d'ériger de nouveaux obstacles.

Le gouvernement canadien appuie le Fonds monétaire international, la Banque mondiale; il compte que ces organismes détermineront les points susceptibles de maintenir et même de renforcer la coopération nécessaire pour affronter les problèmes actuels du rétablissement de la balance des paiements, du recyclage des pétrodollars et de l'aide aux pays en voie de développement. Le gouvernement appuie aussi l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) qui, espère-t-on, entreprendra en 1975 une nouvelle ronde de négociations en vue de faciliter encore davantage l'accès aux marchés mondiaux. C'est là un instrument important capable de fournir un cadre plus substantiel au développement du commerce mondial.

Nous sommes pleinement conscients que notre première tâche consiste à favoriser la croissance du commerce canadien. Toutes les ressources du Ministère sont engagées à l'appui des accords de coopération entre les nations afin de surmonter les difficultés aiguës que présente la conjoncture internationale.

S/A